

toute la vérité à ce sujet. Puis, on s'est toujours abstenu de dire à la population canadienne pourquoi M. Wallace Campbell a été remplacé à la commission des achats de guerre. J'invite le ministre à nous exposer tous les faits qu'il possède dans ce cas.

Il y a ensuite la question des pièces d'artillerie lourde. A ma connaissance, le Canada n'a jamais fabriqué de gros canons, mais je crois comprendre que nous serons bientôt en mesure de le faire. Au cours d'un interview qu'il accordait le 10 octobre aux représentants des journaux, le ministre du Revenu national a déclaré qu'avant la fin de 1940, le Canada fabriquerait de grosses pièces d'artillerie de bord, les plus lourdes de l'Empire. Le Directeur de l'information en faisait part au public dans un communiqué sur l'effort de guerre du Canada, livré aux journaux le 10 octobre. Cette déclaration faisait partie de la propagande du Gouvernement; j'en ai le texte devant moi. Cette affirmation m'a étonné; elle m'a même renversé. C'était tout simplement faux. Pourquoi formuler de telles déclarations, qui n'ont pour résultats que d'embrouiller la population? Cette pratique est des plus répréhensibles.

L'hon. M. GIBSON: J'invoque le règlement. La citation que vient de faire le chef de l'opposition (M. Hanson) n'est pas exacte. Je n'ai jamais fait une telle déclaration. J'ai bien dit que des canons de marine seraient fabriqués dans une usine qui serait l'une des plus considérables et des plus modernes de l'Empire britannique...

L'hon. M. HANSON: L'honorable député pourra faire un discours plus tard.

L'hon. M. GIBSON: ...et non pas qu'une usine fabriquerait les canons les plus gros et les plus modernes. Voilà ce que j'ai dit.

L'hon. M. HANSON: Voici ce que le directeur de l'information du gouvernement a dit: "L'effort de guerre du Canada"—il s'agit d'un communiqué officiel, d'une chronique hebdomadaire des événements au pays, publiée par l'Etat—et la huitième observation est la suivante:

L'honorable C. W. G. Gibson, ministre du Revenu national, déclare au cours d'une entrevue que de gros canons de marine, les plus lourds en usage dans l'Empire, seront fabriqués au Canada avant la fin de 1940.

Alors, d'où vient la confusion? Il existe un malentendu quelque part.

Dès l'an prochain, a déclaré l'honorable M. Gibson, le Dominion produira sept chars d'assaut par jour.

Si ce ne sont pas là ses paroles, c'est qu'il y a eu méprise dans son ministère ou dans un autre. Je lui dirai de plus qu'il ne verra jamais la fin de cette histoire, car les premières impressions sont toujours les plus

malaisées à corriger. J'admets volontiers qu'on l'ait erronément cité. Mais il y a quelque chose qui ne va pas.

Je veux maintenant parler de l'équipement motorisé. C'est sûrement l'équipement motorisé que nous devons être surtout en mesure de fabriquer au Canada pour les besoins de la présente guerre. A tort ou à raison, depuis de longues années et à grands frais, nous avons favorisé l'industrie automobile au Canada. Parlant à Toronto, je crois, en septembre dernier, le ministre des Munitions et Approvisionnements (M. Howe) a déclaré que le Canada avait une production quotidienne de 600 unités motorisées. Cette affirmation m'a paru exagérée. Quelques jours plus tard je lisais qu'un des dirigeants d'une importante fabrique de pneus, intimement liée à l'industrie automobile, avait publiquement déclaré dans la même ville que nous produisions 100 unités motorisées par jour. Ce qui me parut tomber dans l'excès contraire. Je m'enquis donc pour mon propre compte et j'appris que ces affirmations étaient toutes deux inexactes, l'une allant au delà et l'autre restant en-deçà de la vérité. Je suis heureux de déclarer, cependant, que mes recherches m'ont permis de conclure à une production actuelle de près de 600 unités par jour, ce qui est un progrès manifeste. Toutefois, vers la fin de la dernière session, on m'avisait privément d'Angleterre que les unités motorisées commandées par le Gouvernement y parvenaient dans un état incomplet. Avant que j'aie pu vérifier les faits, un représentant des journaux Southam avait cablé la nouvelle au Canada.

Je n'ai pas fait mention de l'affaire en public, mais après la session je me rendis en toute amitié auprès du ministre de la Défense nationale et lui fis part de ce que j'avais entendu dire et du rapport qui m'avait été fait. Je m'aperçus qu'il en savait plus que moi. Il se montra très ouvert. Il m'exposa le fonctionnement du service et comment le ministère de la Défense avait réclamé ces unités motorisées du ministère des Approvisionnements. Son ministère avait fourni les cahiers des charges et s'était également chargé de l'inspection. Des centaines de ces unités parvenues en Angleterre ne pouvaient subir l'épreuve des freins; d'autres étaient incomplètes; il a fallu se procurer en toute hâte des pièces soit en Angleterre, soit au Canada et même aux Etats-Unis. Les frais se sont élevés, m'a-t-on dit, à \$80,000. Je n'adresse aucun reproche au ministre. Il m'a affirmé, et j'accepte sa parole, que le service d'inspection qui a été organisé était des meilleurs au Canada. Un ministre ne saurait faire davantage.

Une VOIX: Des tories pour la plupart.